

IL FAUT ABATTRE LE CAPITALISME... SANS PITIÉ !

Cette pandémie est un véritable événement avec majuscule, un événement historique. Il y aura au niveau mondial un avant et un après. Pas tant par rapport au nombre de décès, qui, bien que significatif, est encore très inférieur à celui de la fièvre "espagnole" - qui après la première guerre mondiale a fait entre 50 et 100 millions de morts -, à la grippe asiatique de 1957/1958 avec 2 millions, à la grippe de Hong-Kong de 1968/1969 avec 1 million, au Sida avec plus de 32 millions de morts depuis 1981, dont nous sommes heureusement bien loin aujourd'hui.

Ce qui donne une signification historique à cet événement est que la machine à profit capitaliste **s'est presque complètement arrêtée dans le monde entier**, à cause de cette chose qui n'est même pas un animal, un virus, qui peut à peine être défini comme un être vivant et qui désactive toute la machine économique et menace la santé des gens. Il est donc nécessaire de protéger la vie, protéger les malades et les soigner. Il est également nécessaire de protéger la main-d'œuvre de l'économie capitaliste. Et cette crise très profonde se produit dans un contexte particulier, à un moment où le capitalisme entrait dans une nouvelle récession après celle de 2008.

La récession était déjà là et cette pandémie l'amplifie follement. Un *premier point* important est que cette situation déplace l'attention des médias et des politiques. En temps normal, que nous dit-on ? Ils nous parlent de la croissance du PIB, de la balance des paiements, ils nous parlent de l'inflation, des taux de change, des taux d'intérêt et ainsi de suite ; bref, de tous ces indicateurs abstraits de l'accumulation du profit capitaliste, de l'accumulation de valeurs abstraites. Alors qu'aujourd'hui, pendant la pandémie, on se concentre plutôt sur toute autre chose. L'attention politique et médiatique est entièrement focalisée *sur le travail des infirmières et des infirmiers*, sur leur surcharge de travail, sur les malades qui meurent et ceux qui guérissent, sur le travail des éboueurs ou du personnel des supermarchés, sur la vie des personnes confinées, sur les personnes non confinées, etc. En France, Macron veut donner... une petite médaille au secteur de la santé!!!

En temps normal, ils nous parlent de choses abstraites sans vie, alors que maintenant, pendant cette pandémie, ils nous parlent de la vie et de la mort, de ce qui est vivant. Nous avons ici un changement très important dans le climat idéologique général sur lequel nous reviendrons plus tard.

Le *deuxième point* est que l'épidémie n'est pas une régression par rapport aux épidémies de l'Antiquité, ce n'est pas un retour à la Peste Noire du Moyen-Âge par exemple, c'est quelque chose d'entièrement différent.

Depuis quelques décennies, des types particuliers de virus se multiplient. Nous avons d'abord entendu parler du SIDA, puis de Zika, de la peste porcine, de la grippe aviaire, du chikungunya, du SRAS-1 en 2002 et enfin du SRAS-CoV-2. Tous ces virus ont **en commun de naître dans des milieux naturels déséquilibrés ou exploités**, ou dans le cadre d'une agriculture intensive. Il s'agit de la "zoonose", c'est-à-dire du *franchissement de la barrière entre les espèces d'un*

virus qui vit chez les animaux et infecte l'homo sapiens. L'origine de ces pandémies est donc tout à fait nouvelle et spécifique par rapport à celles du passé.

Le virus lui-même est un produit des contradictions du capitalisme.

Ces épidémies se transforment rapidement en pandémies grâce aux moyens de communication modernes, notamment par le transport aérien, et se propagent encore plus rapidement que les épidémies du passé, d'autant plus que la population est concentrée dans les grandes villes, dans des mégapoles, comme **Wuhan**, qui compte onze millions d'habitants.

Ces deux facteurs, l'origine particulière du virus et sa propagation, nous indiquent que nous n'avons pas affaire à des virus archaïques, il ne s'agit pas d'une épidémie archaïque, mais, pour reprendre les termes de Bruno Latour, à des épidémies modernes, des épidémies anthropocènes.

Troisièmement, il ne s'agit pas seulement d'une crise sanitaire. Il est certain que, d'une part, nous sommes confrontés à une crise sanitaire grave et profonde, mais celle-ci s'inscrit dans le cadre d'une crise écologique et sociale plus large. En réalité, la crise du Covid-19 est la première crise mondiale - sociale, écologique et économique - de l'Anthropocène.

Certains scientifiques qui, au début des années 2000, ont commencé à étudier ce qu'on appelle la grande accélération et le changement global, ont identifié les paramètres de la durabilité de l'existence humaine sur cette terre : 1) le changement climatique ; 2) le déclin de la biodiversité ; 3) les ressources en eau douce ; 4) la pollution chimique ; 5) la pollution de l'air par les particules fines ; 6) la situation de la couche d'ozone ; 7) la situation des cycles de l'azote et de la biosphère ; 8) l'acidification des océans ; 9) l'occupation des sols. En conclusion de leur rapport, remis en 2015, ces scientifiques ont estimé que le seuil de soutenabilité était dépassé par quatre de ces paramètres : le climat, la biodiversité, l'azote et les sols.

Pour utiliser un *langage biblique*, on pourrait dire que ces quatre paramètres sont les quatre cavaliers de l'apocalypse anthropocène, et que la pandémie que nous connaissons envoie un message : elle nous dit qu'un cinquième s'est ajouté à ce quatuor de cavaliers, ce qui à ce jour est le risque de pandémie.

Quatrièmement, ce risque d'épidémie ne tombe pas du ciel, c'est une menace connue, car nous avons aujourd'hui la chance de bénéficier d'un progrès scientifique tout à fait extraordinaire avec de magnifiques capacités de prévision. Les scientifiques nous ont mis en garde contre les risques, non seulement d'une épidémie quelconque, *mais plus précisément d'une épidémie de ce type*.

Après l'épidémie de SRAS en 2002, qui était déjà **un coronavirus**, un certain nombre de scientifiques sont arrivés à des conclusions, qui ont été reprises dans certains rapports officiels, notamment dans deux rapports à l'Assemblée Nationale française de 2005 et 2009 qui ont mis en évidence la possibilité d'une récurrence d'une pandémie telle que celle du SRAS, causée par une zoonose. L'Organisation Mondiale de la Santé elle-même, au plus tard en ... **2018**, avait dressé une liste des menaces sanitaires qui pesaient sur le globe avec un certain nombre d'agents pathogènes connus, dans laquelle elle avait inclus une maladie X.

En effet, l'OMS a considéré l'apparition d'un agent pathogène inconnu susceptible de provoquer une épidémie aux conséquences très graves, une perturbation totale de la société à l'échelle mondiale. Et l'OMS a considéré qu'il était probable que cet agent pathogène soit à nouveau un *coronavirus*.

Nous nous trouvons donc dans un scénario connu, tel que le changement climatique, pour lequel les scientifiques tirent la sonnette d'alarme depuis cinquante ans en disant que si nous continuons à émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, nous déstabiliserons complètement le système climatique avec des conséquences désastreuses en perspective.

Ici aussi, *les gouvernements ne prennent pas la chose au sérieux* : comme nous le savons, les émissions de CO2 continuent d'augmenter, à l'exception de la période pandémique, où elles ont considérablement diminuées. Comble de l'absurdité ou de l'aveuglement des politiciens est que, en ce qui concerne la pandémie, en 2003 certains chercheurs belges et français sont arrivés à la conclusion que les coronavirus représentaient une catégorie de virus très stable et qu'il serait donc assez facile de trouver un remède efficace, non seulement pour le SRAS-1, mais aussi pour d'autres coronavirus à venir. Selon leurs calculs, cette recherche aurait coûté environ 200 ou 300 millions d'euros. Il y avait manifestement un manque de financement public qu'ils n'ont pas obtenu, car les gouvernements pensent que la recherche sur les médicaments appartient à l'industrie pharmaceutique, alors que l'industrie pharmaceutique ne fait pas de recherche pour le bien de l'humanité ou la santé publique, mais pour **le profit**. Elle a donc besoin d'un marché et de clients solvables. Mais l'épidémie de SRAS était déjà passée et il n'y avait plus de marché, il n'y avait plus de clients, donc il n'a pas fait de recherches à ce sujet. Cela illustre parfaitement l'attitude des responsables politiques et financiers face aux grandes menaces écologiques, dont la pandémie fait désormais partie, à savoir cette incapacité à prendre acte de ce que l'on sait et des avertissements qui leur sont donnés.

Cette *surdité* - ou cette *cécité*- est avant tout déterminée par le fait que les hommes politiques sont tellement subordonnés aux impératifs capitalistes du profit à court terme qu'ils sont incapables d'avoir une vue d'ensemble. Ensuite, il y a une raison plus idéologique : eux aussi sont intoxiqués par *l'idéologie capitaliste*, par l'idéologie néolibérale, et ils pensent que *les lois du marché sont plus fortes que les lois de la biologie* en ce qui concerne le virus et de la physique en ce qui concerne le changement climatique. Ils croient que les lois de leur système économique sont des lois naturelles supérieures et qu'en cas de problème le marché va tout régler.

Mais nous avons maintenant plus que jamais la preuve que *le marché ne règle pas tout* : si vous commandez des masques à la Chine pour protéger nos médecins, mais que la Chine est bloquée à cause de la pandémie, alors il n'y a plus de masques et ni les médecins ni la population ne peuvent être protégés.

Le *cinquième point* concerne la gestion de la pandémie. Aujourd'hui, tous les hommes politiques sont obligés de se résoudre à cette gestion, même ceux qui ne l'ont pas jugé nécessaire, comme Trump, Boris Johnson et Rutte (Premier ministre des Pays-Bas), qui voulaient laisser le virus libre de se propager et obtenir l'immunité collective. Eux aussi ont été contraints de faire marche arrière, et rapidement. En fait, ne rien faire, ce qu'ils prêchaient au

début, non seulement coûterait plus cher au système capitaliste, mais lui coûterait aussi beaucoup en termes de popularité électorale, ce qui pour Trump, par exemple, ne doit pas être sous-estimé, au contraire. Par conséquent, tous nous disent la même chose : qu'il s'agit d'une question de bien commun et que nous devons tous être derrière nos politiciens qui s'engagent dans la lutte contre le virus.

Il est évident que nous devons respecter les consignes de sécurité, telles que l'isolement et l'éloignement physique, plutôt que social. Ne pas le faire serait irresponsable, mais le respect des consignes de sécurité ne signifie pas que nous devons nous soumettre à la logique politique qui se cache derrière ces consignes. Une logique de classe, vraiment capitaliste !

La première priorité de cette logique est de minimiser l'impact de la pandémie sur *le secteur productif*, où est généré le profit, le cœur de l'économie capitaliste. C'est pourquoi même ceux qui n'appartiennent pas aux secteurs productifs essentiels continuent de travailler.

La deuxième priorité de cette gestion de la pandémie est d'éviter de remettre en cause *la politique antisociale et les plans d'austérité* qui ont été menés jusqu'à présent, notamment dans le secteur de la santé, ce qui explique la surcharge de travail de tout le personnel de ces secteurs. Il est évident que la condition pour que l'équation s'équilibre est de verrouiller toutes les activités sociales, culturelles ou personnelles qui n'entrent pas dans ces catégories, d'où le confinement et la quarantaine.

À ces considérations s'ajoute une préoccupation politique, sachant que tous les gouvernements, ou leur majorité, sont confrontés à *une terrible crise de légitimité* : les gens ne croient plus à tout à ce qu'ils disent et font et exigent un changement. Pour les hommes politiques, la pandémie est une chance de se conduire comme des chefs militaires, ce que fait Macron à la télévision, et d'établir des pouvoirs autoritaires sous prétexte de lutter contre l'épidémie. Nous sommes dans la logique décrite par Michael Foucault : la biopolitique associée à "*la surveillance et la punition*".

C'est un avertissement sérieux, car la pandémie est grave, mais ce n'est rien comparé à l'impact du changement climatique en cas de transition vers un cataclysme climatique, avec une hausse du niveau des océans de 2 ou 3 mètres. Mais la gestion de la pandémie nous donne une image de ce que serait *la gestion capitaliste d'une telle situation*, une situation que les politiciens n'auraient évidemment pas prévue et à laquelle ils seraient contraints de faire face. Leurs priorités seraient alors les mêmes : *donner la primauté à la production*, oublier les libertés, la vie sociale, la vie culturelle, et s'attribuer des pouvoirs spéciaux au nom de la lutte contre la calamité, en créant **un État totalitaire**. Une dictature démocratique !

Sixième point : l'objectif stratégique de la gestion de la santé est clairement de *relancer la machine capitaliste*, aujourd'hui complètement bloquée à cause de la pandémie. Il en résultera une crise économique de grande ampleur, plus grave que celle de 2007-2008. Pour faire face à la situation actuelle, les gouvernements doivent renoncer à leurs politiques néolibérales. L'UE a gelé le pacte budgétaire et ses objectifs de dette et de déficit zéro. Ils sont même contraints de remettre en cause non seulement certains dogmes néolibéraux, mais aussi un certain nombre de règles capitalistes, comme la sacro-sainte liberté d'entreprise des

compagnies. Ils font allusion aux nationalisations et aux réquisitions : en d'autres termes, le capitalisme mis en danger par le capital lui-même doit être sauvé. Cela ne signifie pas qu'il y a déjà une rupture avec le néo-libéralisme, et encore moins avec le capitalisme, mais cela indique qu'une offensive sociale majeure se prépare à laquelle les classes ouvrières doivent se préparer à faire face. En Inde, il est déjà prévu de faire travailler la classe ouvrière 70 à 100 heures par semaine !

Les conséquences écologiques de la reprise de l'économie capitaliste seront très dangereuses. La crise du coronavirus entraînera une catastrophe climatique. Avec le prétexte de l'emploi, on nous dira qu'il faut donner la priorité à l'économie et à la relance. Ainsi, pour relancer l'économie, nous devons abaisser nos objectifs climatiques, assouplir certaines réglementations environnementales jugées trop contraignantes, etc. Le danger ne vient pas du coronavirus, mais de *la réponse capitaliste à cette crise du coronavirus*, et il est d'autant plus grand que cette crise sert de prétexte ou d'écran de fumée pour répondre à une crise économique qui existait déjà avant la pandémie.

Nous devons nous préparer à une attaque très dure, très très dure, car ils voudront mettre l'emploi et la protection de l'environnement sur la balance, comme c'est souvent le cas dans le capitalisme. Et, pourtant, il y a une contradiction très importante dans cette volonté de passer à l'offensive : la volonté de relancer l'économie et de donner la priorité *au capital et à son profit* se heurte au sentiment de la population de qu'on est allée trop loin avec l'économie et le profit et d'avoir oublié le social, la santé, les soins aux personnes. Cette contradiction est un obstacle majeur à l'offensive capitaliste que les gouvernements veulent mettre en marche. Et aujourd'hui, à la lumière de la pandémie, la protection de la santé prend un sens très concret. Il s'agit d'éviter d'autres pandémies qui pourraient être plus graves et qui ont également pour origine la destruction des écosystèmes.

La conclusion est évidente : si nous voulons éviter d'autres pandémies, nous devons abolir *l'agro-industrie, l'élevage intensif, nous devons mettre fin à la déforestation, nous devons développer une réforme urbaine à long terme qui déconstruit toutes les mégapoles et construit des villes davantage reliées aux environnements naturels ou semi-naturels*. Et pour cela il faudra détruire le régime capitaliste!

Quarante-six pays consacrent plus d'argent aux intérêts de leur dette publique qu'aux soins de santé. L'annulation de la dette est une condition *sine qua non* de la lutte contre les pandémies. Et il y a le changement climatique lui-même. On sait que la dissolution du permafrost libère des virus ou de vieilles bactéries, qui se propageront par les travailleurs des mines dans les régions concernées. Bref, nous devons nous concentrer sur le concept de "prendre garde" pour démêler tous les objectifs capitalistes. Nous devons reformuler l'alternative "éco-sociale" à partir de ce concept, de ce changement important, pour que les gens apprennent de la crise qu'il faut accorder une priorité beaucoup plus grande au bien-être et aux soins de santé, et que pour ce faire il faut utiliser tous les moyens disponibles.

Cela représente un tournant stratégique important, car les communistes sont confrontés au même problème depuis des années : la lutte écologique comme la lutte sociale, à long terme, semblaient être en contradiction avec le bien-être social à court terme. Maintenant, avec ce

grand changement, avec l'avènement de "se préoccuper de la santé", les deux problèmes se chevauchent, le social et l'écologique coïncident. **Porter en avant la lutte sociale contre la logique capitaliste a également une portée écologique.**

Pour ceux qui sont touchés par les crises, c'est-à-dire la majorité de la population, les nouvelles concernant les différents décrets d'urgence chaotiques se mélangent aux nouvelles concernant les crédits annoncés par la Banque Centrale Européenne. Ici aussi, il s'agit de **fleuves de milliards**. Ils prétendent protéger ainsi la santé des citoyens, aider les entreprises, aider les travailleurs. Les motivations officielles de toutes les mesures se confondent au fur et à mesure que les divisions, les contrastes entre États, la ruse des grands groupes financiers et industriels, les grandes et petites manœuvres spéculatives prennent forme. "*Aucun gouvernement de la république n'avait jamais eu autant d'argent à dépenser*", lit-on dans *La Stampa* du 14 mai sur l'Italie !

Mais qu'il s'agisse de l'Italie, de l'Europe ou des États-Unis, on se demande *où était caché, jusqu'à il y a quelques mois, tout cet argent!* **Il n'y avait plus d'argent pour les pensions, pour les soins de santé, pour l'école.** Il n'y avait que pour la Défense !!! **En tout cas, il y en avait, il y en a, et comment donc !!!** Et, du moins en ce qui concerne les travailleurs et la partie la plus pauvre de la population, il est un peu difficile de croire qu'une classe dirigeante qui, déjà avant la pandémie, ne pouvait pas trouver de solution pour sortir de la crise économique et qui a laissé les hôpitaux et les maisons de retraite se transformer en foyers d'infection avec des milliers de décès, soit maintenant en mesure de garantir une reprise économique dont tout le monde devrait bénéficier.

Il est bon que les travailleurs gardent cela à l'esprit. Car s'il est vrai que chaque crise est une histoire en soi, le passé nous enseigne que les grandes crises ont au moins **trois conséquences certaines**. D'une part, une concentration des entreprises dans des groupes plus puissants qu'auparavant et, d'autre part, une augmentation du chômage. Autour de ces deux phénomènes principaux, il y a toute une série de conséquences sociales, telles que : **a) une polarisation de la richesse entre les mains d'une couche plus restreinte de la grande bourgeoisie, b) un accroissement de la pauvreté dans des couches plus larges de la population, et c) une nouvelle détérioration des conditions de travail**, aidée par la propagande sur la nécessité de faire des sacrifices pour la reprise, la relance ou quel que soit le nom qu'on lui donne. Comme on le voit, par exemple, en Italie, où tout le monde crie " redémarrons la production " !

Dans le climat douceâtre instauré par le gouvernement, avec son **patriotisme bon marché** (Viva l'Italia, Andra tutto bene!) qui est passé directement des discours des ministres à la publicité des marques les plus célèbres, sans parler des cocardes tricolores insérées dans les grands journaux ou vendues pour quelques euros dans les supermarchés, ils tentent de faire passer l'idée d'un intérêt commun à "sauver les entreprises". **SOMMES-NOUS DANS LE MÊME BATEAU ? PAS DU TOUT !!!**

Mais sauver des entreprises ne signifie pas nécessairement sauver des emplois. Une entreprise reste une entreprise même si elle passe de cent à cinquante employés. **Dans les prochains jours, il deviendra de plus en plus évident que les intérêts des travailleurs ne sont pas ceux de leurs employeurs.**

Pour des raisons de convenance électorale, afin de ne pas alimenter l'agitation sociale, afin de ne pas déprimer complètement le marché intérieur, le gouvernement italien a pris un certain nombre de mesures pour bloquer les licenciements pour raisons économiques, probablement jusqu'à la fin juillet. Autre exemple de la politique "sociale" du gouvernement est la régularisation temporaire d'un certain nombre de travailleurs immigrés clandestins. Ce sont toutes **des formes de solidarité à trois sous auxquelles on ne peut pas faire confiance.**

Nous devons lutter collectivement pour que l'interdiction des licenciements soit prolongée et étendue jusqu'à ce que le chômage ne soit plus la menace la plus dramatique pour les familles des travailleurs; pour que les travailleurs immigrés soient libérés du chantage et de l'intimidation des employeurs et puissent travailler avec tous leurs droits contractuels et sans date d'expiration dans leur permis de travail; pour que les mesures de protection contre la pandémie promues par les autorités sanitaires soient respectées et constituent une condition préalable à l'exercice de l'activité des entreprises; pour que les coûts des fermetures d'entreprises ne retombent pas sur les travailleurs et que les fonds de licenciement ne soient pas limités dans le temps; et pour que les différentes subventions aux chômeurs n'aient pas de date d'expiration.

Plus que jamais, cette société montre sa véritable physionomie : soit on veut l'éliminer, soit on devra subir son système jusqu'à ses conséquences ultimes!

SA MORT... NOTRE VIE

Luc Thibault, Schio, le 20 mai 2020

(L'original de cet article est en italien)